



## Exclusion d'un journaliste de l'université d'été de LFI : un tri inacceptable

Les protestations de journalistes présents sur place et de plusieurs sociétés de journalistes n'y ont rien fait : La France insoumise (LFI) maintient son refus d'accréditer le journaliste du *Monde* Olivier Pérou, pour couvrir l'université d'été du parti, baptisée Amfis, qui se tient ce week-end dans la Drôme.

Le SNJ-CGT dénonce une atteinte à la liberté de la presse. Nous partageons la « stupéfaction » et l'« indignation » exprimées par douze journalistes présents aux Amfis, dans un message co-signé par la secrétaire générale adjointe du SNJ-CGT, Soraya Morvan-Smith, adressé à Manuel Bompard, coordinateur national de LFI ([lire ici](#)).

« Il n'est pas acceptable qu'un parti politique choisisse ses journalistes. Au nom du droit à l'information et de la liberté d'informer, que LFI semble pourtant défendre dans son programme, nous ne tolérerons jamais ces méthodes inadmissibles », ajoutent les douze journalistes.

Le service de presse de LFI explique ne « plus (vouloir) avoir quelque relation que ce soit » avec Olivier Pérou, co-auteur avec la journaliste de *Libération* Charlotte Belaïch du livre « La Meute. Enquête sur La France insoumise de Jean-Luc-Mélenchon ». LFI accuse le journaliste du *Monde* d'avoir « lourdement diffamé » le parti politique et ses militants. A notre connaissance, ce livre ne fait pourtant l'objet d'aucune plainte. « La rédaction du *Monde* est tout à fait la bienvenue pour couvrir cet événement comme le font plusieurs dizaines de journalistes représentant des médias extrêmement divers », ajoute le service de presse. Mais, donc, en désignant un autre journaliste pour ce faire...

LFI en appelle aux « règles déontologiques » de la Déclaration des droits et des devoirs des journalistes (Munich, 1971). Le SNJ-CGT rappelle que cette dernière consacre « le droit d'enquêter librement sur tous les faits qui conditionnent la vie publique » ([lire ici](#)).

Le SNJ-CGT appelle LFI à renoncer à cette exclusion professionnelle à l'encontre de notre confrère du *Monde* et de notre consœur de *Libération*, également visée, selon nos informations.

**Montreuil, le 23 août 2025.**